

CONFERENCE DE PRESSE AVEC LES MINISTRES ERIC TOMAS ET PHILIPPE COURARD

**Mercredi 18 février 2004 à 11 heures
au Centre Voltaire, Avenue Voltaire 135 à 1030 Bruxelles**

SAUVETAGES D'ENTREPRISES LA PISTE DE LA REPRISE PAR LES TRAVAILLEURS

Sobelair, Sigma Coatings, Alstom Beyne-Heusay,... les entreprises défailantes font chaque semaine la chronique de l'actualité. De nombreux pays ont expérimenté depuis longtemps la piste de la reprise d'entreprises en difficultés par les travailleurs. Pourquoi pas chez nous aussi ?

Avec l'intervention de :

Monsieur Eric Tomas, Ministre de l'Economie et de l'Emploi de la Région de Bruxelles-Capitale

Monsieur Philippe Courard, Ministre de l'Emploi de la Région Wallonne

Monsieur Miguel Millana Sansaturio, ancien Ministre de l'Emploi de la Generalidad de Valencia, Président de la Confédération Espagnole des Sociédaes Laborales

**CONFERENCE DE PRESSE DU 18 FEVRIER AVEC LA PARTICIPATION DE
ERIC TOMAS, MINISTRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET
PHILIPPE COURARD, MINISTRE DE LA REGION WALLONNE**

BULLETIN DE PARTICIPATION

(un bulletin par participant)

A renvoyer avant le 17 février 2004

Fax : 02 242 64 30 E-mail : marc.mathieu@pi.be

M./Mme/Melle

Prénom

Nom

Fonction

Media

Fax

Téléphone

E-mail

2. Participation

Je souhaite participer :

- à la conférence de presse
- je ne pourrai pas participer mais je souhaite être informé des suites

Date et signature

Communiqué de presse :

**SAUVETAGES D'ENTREPRISES
LA PISTE DE LA REPRISE DE L'ENTREPRISE PAR LES TRAVAILLEURS**

Sobelair, Sigma Coatings, Alstom Beyne-Heusay,... les entreprises défailtantes font chaque semaine la chronique de l'actualité.

De nombreux pays ont expérimenté depuis longtemps la piste de la reprise d'entreprises en difficultés par les travailleurs. Ces pays ont rodé à grande échelle, depuis des dizaines d'années, les formules de reprise par les travailleurs, souvent avec un appui actif des pouvoirs publics.

Pourquoi pas chez nous aussi ?

Avec le soutien des Ministres de l'Economie et de l'Emploi de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région Wallonne, Eric Tomas, Serge Kubla et Philippe Courard, un programme est lancé en Belgique pour sensibiliser et organiser les réseaux d'acteurs sociaux, économiques, professionnels, financiers et politiques qui permettront le succès de ces formules chez nous.

Objectif : Dans les situations de difficultés ou de transmission d'entreprises, créer les conditions pour que la piste de la reprise par les travailleurs soit toujours examinée sérieusement, et lui donner les meilleures chances de réussite.

SAUVETAGES D'ENTREPRISES

LA PISTE DE LA REPRISE DE L'ENTREPRISE PAR LES TRAVAILLEURS

Sobelair, Sigma Coatings, Alstom Beyne-Heusay,... les entreprises défailtantes font chaque semaine la chronique de l'actualité.

Chez nous, lorsqu'une entreprise est défailtante, on se contente encore souvent d'une alternative simple: ou il y a un repreneur extérieur, ou c'est la fermeture, avec un cortège de prépensions, de primes de licenciements et d'accompagnement social. Trop souvent, c'est la fermeture, et le cimetière économique et social.

D'autres pays ont expérimenté depuis longtemps la piste de la reprise d'entreprises en difficultés par les travailleurs. Ces pays ont rodé à grande échelle, depuis des dizaines d'années, les formules de reprise par les travailleurs, souvent avec un appui actif des pouvoirs publics.

L'Espagne, les Etats-Unis ont une expérience de dizaines d'années. En Finlande, en Grande-Bretagne, en Italie, des programmes d'accompagnement sont opérationnels.

Pourquoi pas aussi chez nous ?

En cas de difficultés ou de faillites, cela passe en général par la constitution d'une nouvelle société, dont les travailleurs détiennent le capital en majorité. Les salariés d'une entreprise connaissent généralement mieux que quiconque les aspects opérationnels, techniques ou commerciaux. Cela permet souvent de relancer l'activité de manière plus flexible et plus efficace, de sauver définitivement et de relancer la création d'emplois.

A cette maîtrise technique et opérationnelle, il faut généralement apporter un soutien extérieur pour la maîtrise des aspects de gestion et de financement.

L'Espagne est le pays qui a développé ces pratiques de la manière la plus systématique et la plus spectaculaire, jusqu'à en faire un modèle juridique spécifique: ce sont les *sociudades laborales* (sociétés de travailleurs associés). Après une vingtaine d'années d'expérimentations variées au cours des années '60, '70 et '80 du siècle dernier, une première législation a été adoptée en Espagne en 1986 (loi instituant les *sociudades anonimas laborales*), et une deuxième en 1997 (loi créant le statut de *sociedad laboral* à responsabilité limitée). Au départ, le mouvement est né dans des régions aussi contrastées que le Pays Basque, avec ses industries lourdes en déclin, ou l'Andalousie, pays de tourisme et de soleil... Actuellement en Espagne, les *sociudades laborales* sont plus de 17.000, et cela représente 105.000 emplois.

Appliquées aux proportions de la Belgique, ces chiffres correspondraient chez nous à quelque 4 à 5.000 sauvetages et créations d'entreprises et 26.000 emplois.

Aux Etats-Unis, 8 Etats américains ont installé des centres publics d'assistance pour faciliter la reprise d'entreprises en difficultés par les travailleurs. Un bon exemple est celui du Ohio Employee Ownership Center attaché à l'Université de Kent dans l'Etat de l'Ohio, en 1987 (voir <http://www.kent.edu/oeoc>). Ce centre apporte l'indispensable soutien en matière de gestion et de formation à la gestion qui permet aux travailleurs de reprendre et de redynamiser les entreprises dans de bonnes conditions.

Cette expérience américaine se retrouve aussi en Espagne: chaque grande ville d'Espagne est le siège d'un centre d'entreprises spécialisé dans l'aide à la gestion et à la formation des travailleurs et du management des *sociudades laborales*.

Le succès de ces formules repose en bonne partie sur la création d'un environnement positif:

- appui des acteurs sociaux
- soutien des acteurs économiques
- assistance de professionnels de la gestion (réviseurs, experts-comptables, etc)
- formules de financement adaptées
- consensus politique

Le programme que nous entamons en Belgique vise à sensibiliser et à organiser les réseaux d'acteurs sociaux, économiques, professionnels, financiers et politiques qui permettront le succès de ces formules chez nous aussi.

Objectif essentiel :

Dans les situations de difficultés ou de transmission d'entreprises, créer les conditions pour que la piste de la reprise par les travailleurs soit toujours examinée sérieusement, et lui donner les meilleures chances de réussite.

SAUVETAGES D'ENTREPRISES LA PISTE DE LA REPRISE DE L'ENTREPRISE PAR LES TRAVAILLEURS

QUELQUES LIENS INTERNET

en Espagne

Confédération Espagnole des Sociédaes Laborales CONFESAL, <http://www.confesal.es/>
Le journal des sociedades laborales (édition anglaise) <http://www.economiasocial.net/>

au Pays Basque espagnol

Agrupacion de Sociédaes Laborales de Euskadi <http://www.asle.es/>

en Ohio – USA

Le Ohio Employee Ownership Center attaché à la Kent University <http://dept.kent.edu/oeoc/>

en Grande Bretagne

Le Baxi Investment Fund <http://www.baxipartnership.co.uk/>

en Ecosse

Employee Ownership Scotland <http://www.eos-online.co.uk/>

en Finlande

La Coopérative Sataosaajat <http://www.sataosaajat.fi/>

en Californie

Le National Center for Employee Ownership <http://www.nceo.org/>

au Canada

Le Crocus Fund de l'Etat du Manitoba <http://www.crocusfund.com/>

au niveau de l'Union Européenne

La Fédération Européenne de l'Actionnariat Salié <http://www.efesonline.org/fas211.htm>

... et en Belgique

Le site des sociétés de travailleurs associés www.sociédaes-laborales.net
Le site de la plate-forme actionnariat-salarie.be www.actionnariat-salarie.be

www.actionnariat-salarie.be

la plate-forme d'information, de formation et d'aide technique
pour l'actionnariat salarié et la participation financière des travailleurs

SAUVETAGES D'ENTREPRISES LA PISTE DE LA REPRISE DE L'ENTREPRISE PAR LES TRAVAILLEURS

QUI NOUS SOMMES

L'ASSOCIATIF FINANCIER est une agence conseil en économie sociale reconnue par la Région Wallonne et par la Région de Bruxelles-Capitale. Elle est spécialisée dans l'aide à la création et à la gestion d'associations et d'entreprises sociales. Elle aide chaque mois une dizaine de nouveaux projets à démarrer et elle compte quelque 870 associations et entreprises sociales affiliées. Voir www.associatifinancier.be. L'ASSOCIATIF FINANCIER est à l'origine de la création de :

LA FEAS - FEDERATION EUROPEENNE DE L'ACTIONNARIAT SALARIE est l'organisation-coupe qui vise à fédérer les actionnaires salariés et toutes les personnes, les entreprises, les syndicats, les experts, les chercheurs ou autres intéressés à la promotion de l'actionnariat salarié et la participation en Europe. Elle est reconnue comme organisation représentative d'entreprises par la Commission Européenne. Elle compte quelque 150 organisations membres dans l'Union Européenne, représentant directement ou indirectement 117.500 entreprises occupant 6.750.000 personnes. Elle compte parmi ses membres quelques grands formats de l'économie sociale européenne, par exemple en Espagne le Groupe des Coopératives de Mondragon. Voir www.efesonline.org

CONFESAL - CONFEDERATION ESPAGNOLE DES SOCIEDADES LABORALES est une organisation membre de la FEAS. Elle représente en Espagne quelque 18.000 entreprises de travailleurs associés occupant 110.000 personnes. Voir www.confesal.es et www.economiasocial.net

FEAS BELGIQUE est à l'origine d'actionnariat-salarie.be, la plate-forme d'information, de formation et d'aide technique pour l'actionnariat salarié et la participation financière des travailleurs en Belgique. Voir www.actionnariat-salarie.be. Un site internet spécial a aussi été installé pour distribuer l'information en français et en néerlandais sur le dispositif espagnol des sociedades laborales. Voir www.sociedades-laborales.net